

Nouvelles brèves

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **143 (1998)**

Heft 3

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Nouvelles brèves

Suisse

Le manque d'effectifs aux cours de répétition

■ Vu le nombre d'hommes qui entreront en service, le commandant de la brigade de forteresse 10, le brigadier Gotthold Geh-

ring, a décidé de réorganiser le régiment d'infanterie de montagne 7 pour son cours de répétition 1998. Les compagnies aux effectifs trop maigres seront réunies selon leurs spécialités (lance-mines, mitrailleurs ou engins filoguidés). Par ailleurs, deux compagnies de fusiliers formeront une seule compagnie ad-

hoc. C'est une organisation qui, certes, ébranle le sentiment d'appartenance à «son» unité mais engendre des synergies qui devraient améliorer l'efficacité et la qualité de l'instruction. Cette formule fera l'objet d'un sondage d'opinion auprès de tous les militaires durant leur prochain service.

GENERALSTAB
ETAT-MAJOR GENERAL
STATO MAGGIORE GENERALE
STAB GENERAL



Engagement dans le cadre d'une unité suisse de support de quartier général (SHQSU) pour la mission de l'OSCE en Bosnie-Herzégovine

Pour un engagement de 6 mois durant le deuxième semestre 1998, nous cherchons:

- of rép
- of trm
- cdt dét Sarajevo
- cdt de centres régionaux
- méd

Désirez-vous mettre vos capacités professionnelles à l'épreuve au sein de l'OSCE (Organisation sur la Sécurité et la Coopération en Europe)? Etes-vous disposé à mettre vos capacités à la disposition de la communauté internationale? Etes-vous au bénéfice d'une expérience professionnelle de plusieurs années et d'une formation militaire correspondante ainsi que d'un grade d'officier (plt, cap ou major)? Disposez-vous d'un caractère résistant et êtes-vous capable de garder la tête froide dans des situations délicates?

Vous êtes à même de répondre par l'affirmative aux questions ci-dessus et vous vous sentez concernés par ce qui précède, alors nous serions heureux de recevoir un bref message écrit de votre part. Nous pourrions ensuite vous transmettre notre dossier de candidature. D'éventuelles informations complémentaires peuvent être obtenues en composant les numéros de téléphone suivants:

031 324 54 28 ou 031 324 01 98.

Etat-major général/Groupe des opérations, DOM/Section du personnel et des finances, 3003 Berne.

Une deuxième tranche de véhicules pour les explorateurs



■ Une première tranche de 154 véhicules d'exploration a déjà été remise aux compagnies d'exploration des brigades blindées. Le 9 décembre 1997, un contrat est signé avec la maison Mowag à Kreuzlingen, portant sur la fabrication d'une deuxième tranche de 175 véhicules d'exploration qui bénéficient de plusieurs améliorations par rapport à la première série. Le nouvel émetteur-récepteur SE-235 sera intégré au système. Les Chambres ont, à cet effet, débloqué 99 millions de francs dans le cadre du programme d'armement 1997. Ces véhicules, remis à la troupe à partir de juin 1999, équiperont les compagnies d'exploration des corps d'armée de campagne et des divisions de campagne. Les sections d'exploration des bataillons de chars et de cyclistes de type B en recevront également.

participer à un « Dialogue méditerranéen ». Le « Mediterranean Cooperation Group », créé au sommet de Madrid en juillet dernier, implique plus directement les membres de l'Alliance dans l'échange d'informations et l'établissement de relations de confiance avec les États de l'espace méditerranéen. L'OTAN, a répété Monsieur Solana dans son discours du 10 novembre dernier à Rome, entend bien jouer au Sud le même rôle stabilisateur qu'à l'Est, au profit de l'Europe continentale.

« Golden Eye » dans le monde réel

■ Les amateurs de James Bond se souviennent que, dans le dernier épisode des aventures de l'agent très britannique, l'hélicoptère européen de combat *Tigre* tenait un rôle central.

La phase de développement terminée, la production du *Tigre* va commencer. Un contrat de 2,5 milliards de francs français a été passé entre responsables français et allemands, et la firme Eurocopter. Livrable en série dès 2003, l'appareil fait l'objet d'une commande initiale de 160 pièces, réparties pour moitié entre les deux pays. Le nombre total d'appareils qui devraient sortir des chaînes de montage serait de 427. (Source: GIAT/novembre 97).

Nouveau record pour le « PzH 2000 »

■ L'obusier blindé allemand, présenté dans le numéro 6-7/1997 de la RMS, vient de battre, fin octobre, un nouveau record en tirant 12 coups à la minute et 20 en 1 minute et 47 se-

Etranger

L'espace méditerranéen et l'OTAN

■ L'Alliance atlantique veut exercer une influence positive sur l'espace méditerranéen et contribuer ainsi à plus de stabilité et de confiance entre les États de cette région et les membres de

l'OTAN. La dégradation de la situation socio-économique amène Bruxelles à préférer une solution politique pour cet espace qu'elle situe dans une optique régionale et non pas Nord-Sud. Cette approche repose sur la « Mediterranean Initiative » qui offre des programmes de partenariat et de coopération. L'Égypte, Israël, la Jordanie, la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie ont été invités à

condes, réduisant par la même occasion le temps nécessaire pour charger 60 obus dans sa soute à moins de 11 minutes. De telles performances mettent le PzH 2000 à portée du programme Crusader américain prévu au plus tôt pour 2005, et qui exige une cadence de tir de 10 à 12 coups/minute.

Un drone miniature ?

■ Aux Etats-Unis, la Defence Advance Research Projects Agency (DARPA) a libéré 36 millions de dollars pour la mise au point d'un drone miniature (Micro Air Vehicle, en abrégé MAV). Que peut-on attendre d'un drone de 15 cm d'envergure ? Des performances hors du commun : vol de longue durée, grand rayon d'action, furtivité, navigation autonome dans des espaces restreints, transmission d'images, balisage ou désignation d'objectifs, brouillage des transmissions, reconnaissance de zones contaminées par des agents chimiques ou biologiques.

La limite de 15 cm d'envergure n'est pas innocente. Les modélistes le savent bien : en-dessous de 50 cm, les lois de l'aérodynamique changent, l'air ne se comporte plus de la même manière, l'engin devient instable, les commandes ne répondent pas, le moindre souffle perturbe la trajectoire. Il faut recourir à des solutions exotiques, souvent copiées de la nature. (Vox, décembre 1997)

Les Allemands favorables à la conscription

■ La conscription est plébiscitée en Allemagne ; un récent sondage indique que le 70% des

Allemands l'approuve. Les opérations en Bosnie et l'intervention de la Bundeswehr pendant les crues de l'Oder seraient à l'origine de cet attachement. Les libéraux viennent d'organiser une consultation auprès de leurs adhérents ; ils obtiennent 56% des voix contre l'instauration d'une armée de métier. (TTU Europe, 4 décembre 1997)

De la paille et de la poutre en histoire

■ Dans *Défense nationale* de décembre 1997, le très sérieux périodique stratégique français, nous découvrons dans un article de Philippe Moreau Defargues intitulé « Le temps des trafics » la petite phrase suivante : « Tout commerce peut être un trafic : n'est-ce pas la leçon que suggère l'appropriation des avoirs juifs par les honorables banquiers suisses durant la Seconde Guerre mondiale ? » Les gouvernements français depuis la libération n'ont-ils pas conservé des avoirs juifs que le gouvernement de Vichy s'était approprié ? A-t-on, en France, rendu tous les biens juifs spoliés ? N'y a-t-il pas de fonds en déshérence dans les banques françaises ? Il est plus facile de s'occuper de la paille qui se trouve dans l'œil du voisin...

La Bundeswehr, victime d'une campagne de désinformation ?

■ Dans le *Figaro* du 18 novembre 1997, une dépêche de 14 lignes intitulée « Allemagne. L'armée infiltrée par les nazis ». « Infiltrée, ce qui fait croire que la Bundeswehr est submergée

par les néo-nazis, pardon par les nazis, ce qui est pire. Or la dépêche évoque un seul individu d'ex-Allemagne de l'Est, caporal, chez qui on a découvert des documents néo-nazis. Les cas rapportés dans les médias en 1997 restent le fait d'individus isolés. Certains datent en fait de plusieurs années et pourraient avoir été commandités par la Stasi ; d'autres sont simplement à mettre en relation avec une campagne organisée par l'opposition de gauche contre la Bundeswehr. Contrairement au titre choisi pour un autre article du *Figaro*, on ne peut pas parler de « Symptômes de peste brune dans la Bundeswehr ». (*Désinformation-Hebdo*, 24 décembre 1997)

L'Eurocorps en Bosnie ?

■ Même si le ministère des Affaires étrangères français s'active sur le dossier, l'envoi de l'Eurocorps reste un vague projet. Après la brigade franco-allemande, déjà à l'œuvre en Bosnie, le corps européen prendrait la relève des troupes de la SFOR dont le mandat se termine en juin. Cette solution, qui n'a pas encore été évoquée avec le gouvernement américain, suscite des réserves à Bonn, d'autant plus que le dispositif qui succédera à la SFOR reste à définir. Washington privilégie la notion de « force de police » à celle de force de dissuasion et de réaction rapide.

La situation en Algérie

■ On peut interpréter de deux manières les horribles massacres perpétrés en Algérie. Les groupes armés, menacés dans leur

«sanctuaire» de l'Algérois où se trouvent le gros des forces armées gouvernementales et de la gendarmerie, cherchent à se replier sur le triangle Sidi Bel-Abès - Tlemcen - Saïda, un secteur propice à la politique de la terre brûlée. Les douars sont isolés

aux pieds des montagnes boisées de l'ouar Senis.

Les récentes exactions frappent une région où les maquis étaient encore forts, à cause de la proximité de la frontière marocaine. Dans la mesure où l'Ar-

mée islamiste du salut respecte le cessez-le-feu passé avec le pouvoir, les violences du Ramadan contribuent à détacher les populations de l'influence islamiste... Qui en profite? (TTU Europe, 8 janvier 1998)

GENERALSTAB
ETAT-MAJOR GENERAL
STATO MAGGIORE GENERALE
STAB GENERAL



Remplaçant du chef de délégation

de la délégation suisse de la Commission neutre de surveillance en Corée (NNSC).

Le lieu de service est Panmunjom, Corée. L'entrée en fonction est prévue à la **mi-juillet 1998**. La durée d'engagement qui est d'une année au minimum peut être prolongée, le cas échéant, de 12 mois.

En sus de la suppléance à part entière du chef de délégation, le titulaire devra assumer des **fonctions de conduite** au sein de la gamme des attributions de la délégation.

Nous cherchons un **officier supérieur possédant** une aptitude élevée à faire face aux contraintes psychiques et physiques, faisant preuve d'entregent sur le plan diplomatique et d'esprit de conciliation. **Formation professionnelle avec connaissances complémentaires, ou diplôme de fin d'études;** plusieurs années d'expérience. Sens des responsabilités. Esprit décisionnaire. La **maîtrise de l'anglais, écrit et parlé,** est en outre une des conditions pour assurer les tâches exigeantes liées au poste.

Nous offrons un salaire adapté aux exigences modernes et aux normes de la Confédération, y compris toutes les prestations sociales selon une réglementation spéciale.

Si vous vous sentez concerné par ce poste, nous nous réjouissons d'ores et déjà de votre candidature que nous vous prions d'adresser, munie d'une photo et des documents habituels, d'ici au **14 avril 1998**, à la **Division des opérations en faveur du maintien de la paix (DOM), Section du personnel et des finances, 3003 Berne**. Nous vous fournissons volontiers de plus amples renseignements au numéro de téléphone **031 324 01 98**.